

PRÉFECTURE DE SAÔNE-ET-LOIRE

**DIRECTION de la REGLEMENTATION
des LIBERTES PUBLIQUES
et de l'ENVIRONNEMENT**

Bureau de l'Environnement
et de la Concertation Locale

**Arrêté portant modification des conditions
d'évacuation des matériaux de la carrière
de Verjux**

La Préfète de Saône et Loire
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

**SA CARRIERES BRESSE BOURGOGNE
Zone Portuaire Sud
71380 EPERVANS**

N° 08-01257

Vu le Code de L'Environnement Titre 1^{er} Livre V, notamment son article R512.31,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté préfectoral n° 98/1719/2.2 du 7 mai 1998 autorisant pour une durée de 16 ans la Société SABLIERES DE LA SAONE à exploiter une carrière de matériaux alluvionnaires sur le territoire de la commune de VERJUX, lieu-dit "Le Pâquier",

Vu l'arrêté préfectoral n° 00/2098/2-2 du 14 juin 2000 portant changement d'exploitant au profit de la société CARRIERES BRESSE BOURGOGNE,

Vu la demande reçue à la Préfecture le 29 octobre 2007 présentée par la société CARRIERES BRESSE BOURGOGNE afin de modifier les conditions d'évacuation des matériaux de la carrière,

Vu le rapport de l'inspecteur des installations classées en date du 7 décembre 2007,

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites émis lors de sa séance du 27 février 2008,

Considérant que le projet ne modifie pas de façon notable le mode d'exploitation actuel régi par l'arrêté préfectoral d'autorisation cité ci-dessus,

Considérant que le projet d'arrêté préfectoral a été porté à la connaissance de l'exploitant,

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRETE

ARTICLE 1 -

La société CARRIERES BRESSE BOURGOGNE dont le siège social est situé Zone Portuaire Sud – 71380 EPERVANS, est autorisée à procéder aux modifications des conditions d'évacuation des matériaux conformément au dossier de demande reçu à la Préfecture de Saône et Loire le 29 octobre 2007 pour sa carrière située sur la commune de Verjux.

L'exploitant devra respecter les prescriptions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 7 mai 1998 ainsi que les prescriptions des articles ci-après.

ARTICLE 2 – EVACUATION DES MATERIAUX

Les deux premiers alinéas de l'article 24 de l'arrêté préfectoral d'autorisation susvisé sont remplacés par les prescriptions suivantes : *"Les matériaux seront évacués par voie fluviale (La Saône) après avoir été acheminés par convoyeur depuis la carrière. Une évacuation des matériaux par voie routière reste néanmoins autorisée à titre exceptionnel, notamment en cas de forte crue ou de panne majeure"*.

ARTICLE 3 – IMPACT PAYSAGER

Afin de réduire l'impact paysager, un merlon d'une hauteur de 1,50 m sera érigé sur un linéaire de 350 m le long de la bande transporteuse, côté Nord. Ce merlon sera mis en place avec les terres de découverte qui seront décapées pour l'installation de la bande transporteuse.

A la fin de l'exploitation, les convoyeurs seront enlevés et la terre décapée sera remise en place.

ARTICLE 4 - DROIT DES TIERS

Les droits des tiers sont et demeurent exclusivement réservés.

ARTICLE 5 - DELAI ET VOIE DE RECOURS

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 6 - NOTIFICATION ET PUBLICITE

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire.

Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché de façon visible en permanence dans l'établissement par les soins de l'exploitant.

Une copie du présent arrêté sera déposée en Mairie de la commune sur le territoire de laquelle est installé l'établissement, et tenue à la disposition du public. Un extrait de cet arrêté, comportant notamment toutes les prescriptions auxquelles est soumise l'exploitation de l'établissement, sera affiché pendant un mois à la porte de la Mairie par les soins du Maire.

Un avis rappelant la délivrance de la présente autorisation et indiquant où les prescriptions imposées à l'exploitation de l'établissement peuvent être consultées sera publié par les soins des services de la Préfecture, aux frais du pétitionnaire, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés sur tout le département.

ARTICLE 7 - EXECUTION ET COPIES

M. le Secrétaire Général de la Préfecture, M. le Sous-Préfet de Chalon sur Saône, M. le Maire de Verjux, M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera faite à :

- M. le Sous-Préfet de Chalon sur Saône,
- M. le Maire de Verjux,
- M. le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Bourgogne,
15/17 Avenue Jean Bertin, 21000 DIJON,
- Mme la Directrice Départementale de l'Equipeement à MACON,
- Mme la Directrice Départementale de l'Agriculture et de la Forêt à MACON,
- Mme la Directrice Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales à MACON,
- M. le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours à MACON,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement à Dijon,
- M. le Chef du Bureau de la Défense et de la Sécurité Civile à MACON,
- M. l'Ingénieur Divisionnaire de l'Industrie et des Mines - Inspecteur des Installations Classées,
206 Rue Lavoisier à MACON,
- Le pétitionnaire.

MACON, le 20 mars 2008

La Préfète
Pour la Préfète,
Le Secrétaire Général de la Préfecture
de Saône-et-Loire



Michel HURLIN